



"Il ne faut pas attendre des résultats spectaculaires des aides au développement"

Économiste, professeure à l'université Paris Nanterre, Kim Pham s'est intéressée aux effets des aides au développement sur les dynamiques économiques des pays bénéficiaires. Avec l'ambition de construire un modèle théorique à même d'éclairer les prises de décision. Entretien.

Vous avez travaillé, avec deux collègues, sur l'efficacité des aides au développement. Ce domaine était-il encore ignoré de la recherche académique ?

Un grand nombre de travaux portent sur la question de l'efficacité de l'aide aux pays en développement, en termes de décollage économique ou de réduction de la pauvreté. Il s'agit de travaux empiriques qui utilisent des bases de données pour regarder l'impact des aides sur la croissance des pays receveurs. En revanche, très peu d'études tentent de construire un fondement théorique susceptible d'expliquer pourquoi un même flux d'aide peut s'avérer efficace dans une économie, mais pas – ou peu – dans une autre. On s'inscrit donc dans cette littérature sur l'efficacité de l'aide, mais dans sa dimension théorique.

Sur quels types de financements avez-vous travaillé ?

Sur les prêts et sur les dons. Curieusement, très peu d'études distinguent ces deux composantes, alors même qu'elles peuvent avoir des effets très différents sur les économies des pays receveurs. Dans ces travaux, on s'est donc concentré sur l'étude d'un petit pays en développement, qui recevrait des aides de différents montants et de différentes natures, et on a essayé de mesurer l'impact à long terme de ces allocations sur la dynamique économique.

Comment construit-on un tel modèle théorique ?

On part toujours des constats empiriques. Les grandes institutions financières fixent toujours leurs règles d'allocation en tenant compte non seulement du niveau de richesse du pays receveur mais aussi de sa performance économique et institutionnelle.

On essaie de reproduire cette idée dans une équation mathématique, avec des fonctions qui représentent la production, l'économie ou la dynamique du capital avant et après ce flux d'aide. Dans nos modèles, on part donc d'un pays bénéficiaire, sans aide, potentiellement bloqué dans une trappe à pauvreté, et on injecte des financements, sous conditions, pour voir si ce pays peut, ou non, connaître un décollage économique plus ou moins durable.

C'est quoi, un pays « bloqué dans une trappe à pauvreté » ?

Un pays qui, sans intervention financière internationale, ne pourra jamais dépasser un faible niveau de richesse. Cela peut s'expliquer par un manque d'infrastructures telles que des autoroutes ou des chemins de fer, un faible accès à l'électricité, à l'eau potable ou au réseau Internet. En fonction de ces coûts fixes, certains pays peuvent avoir intérêt à emprunter car cela va leur permettre d'amorcer leur décollage économique. Et d'autres, non car ces flux financiers ne leur permettront pas d'enclencher une dynamique et qu'ils ne pourront jamais rembourser leurs dettes.

Doit-on en conclure qu'il ne sert à rien d'aider certains pays très pauvres ?

Surtout pas. Certaines économies, comme celles de l'Afghanistan ou du Burundi, sont certes très dépendantes des dons. Mais leur situation serait bien pire encore si on cessait de les aider sous cette forme. D'autres économies, en revanche, peuvent, en empruntant, rentrer dans un cercle vertueux.

L'exemple le plus célèbre, c'est celui de la Corée du Sud qui, de pays receveur, est devenu donateur en 2010. Entre ces extrêmes, il y a des économies intermédiaires, dans lesquelles les aides donnent des résultats mais ne permettent pas vraiment d'aboutir à un décollage économique.

Quelles conclusions peut-on tirer de vos travaux ?

On peut en tirer des leçons de nature politique. La première conclusion, c'est que l'efficacité des aides n'est pas mécanique, qu'elle dépend moins des règles d'allocation que des infrastructures et du niveau de richesse du pays receveur. Cela corrobore d'ailleurs ce qu'on observe de façon empirique. La seconde conclusion, c'est qu'on ne devrait pas attendre des résultats spectaculaires des aides sur la dynamique économique et la croissance des pays bénéficiaires. Parce que les effets de ces aides dépendent de multiples facteurs tels que la pauvreté initiale, la capacité d'absorption, la vulnérabilité structurelle, la performance institutionnelle ou le taux de corruption.